



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Arrêté n° 12-2025-08-11-00005 du 11 août 2025  
portant mise en demeure  
à l'encontre de la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM)  
pour son unité de traitement de piles et de batteries usagées  
située sur la commune de Viviez

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
*Chevalier de l'Ordre national du Mérite*

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le Code de justice administrative ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 portant nomination de madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 août 2023, portant nomination de madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, sous-préfète de Rodez ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2025-04-14-00002 du 14 avril 2025 portant délégation de signature à madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 autorisant la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à poursuivre l'exploitation de son unité de production de cadmium-nickel à partir de déchets et de ses installations d'hydrométallurgie sur son site de Viviez ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 12-2024-07-16-00002 du 16 juillet 2024 et n° 12.2025.03.26.00002 du 26 mars 2025 relatifs à l'actualisation du classement et des prescriptions de fonctionnement de l'unité de traitement de piles et de batteries usagées exploitée par la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) située avenue Jean Jaurès sur la commune de Viviez ;

**Vu** les prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 précédemment cité, notamment l'article 5.1.6.II, qui stipulent :

- Rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentels

*« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.*

*Ce confinement est réalisé par un bassin de confinement d'un volume disponible en permanence d'au minimum 1 400 m<sup>3</sup> interne à l'installation. »*

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 juin 2025 transmis à l'exploitant le 23 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** les éléments de réponse de l'exploitant formulés dans son courrier en date du 25 juin 2025 reçu le 8 juillet 2025 ;

**Considérant** que le jour de l'inspection POI inopiné, les eaux d'extinction incendie déversées sur la dalle en béton se sont accumulées sur cette zone sans pouvoir rejoindre le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie en raison de la surélévation d'un avaloir ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SNAM de respecter les dispositions de l'article 5.1.6.II (rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentels) de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 précédemment cité afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Le demandeur entendu ;**

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron.

## **- A R R E T E -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SNAM, dont le siège social est situé avenue Jean Jaurès à Viviez (12110), est mise en demeure, de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.1.6.II (rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentels) de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 précédemment cité.

### **Article 2 : Sanctions et poursuites pénales**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 4 – Mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers :

1. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Viviez pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Aveyron. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;
2. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société SNAM à Viviez. Une copie sera adressée au maire de Viviez.

Pour la préfète et par délégation  
La secrétaire générale



Véronique ORTET